

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Période du 29 janvier au 4 février 2021

- *Afrique du Sud* : La balance commerciale atteint un excédent record en 2020
- *Afrique du Sud* : La chute des investissements en 2020 accentue la tendance observée depuis la fin des années 2010
- *Botswana* : Présentation d'un budget 2021/2022 de relance
- *Namibie* : Le crédit au secteur privé continue de ralentir en décembre
- *Zambie* : Nouveau défaut de l'Etat sur le remboursement d'un coupon d'Eurobond

Afrique australe

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change Pour 1 USD Au 26 Novembre	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier 2020
Afrique du Sud	ZAR	1,4%	-2,4%	-1,5%	-6,7%
Angola	AOA	0,4%	0,0%	-23,5%	-25,6%
Botswana	BWP	0,5%	-1,7%	0,3%	-1,8%
Mozambique	MZN	-0,1%	-0,5%	-14,2%	-17,5%
Zambie	ZMW	-0,2%	-1,3%	-32,1%	-34,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2020)

Afrique du Sud

La balance commerciale atteint un excédent record en 2020 (South African Revenue Service)

En 2020, la balance commerciale de l'Afrique du Sud a affiché un excédent record d'un montant de 270 Mds ZAR (15 Mds EUR), un niveau jamais atteint et plus de dix fois supérieur à celui de l'an passé (24 Mds ZAR). Ces bons résultats s'expliquent d'une part par la baisse significative des importations (-12%) – faiblesse de la demande intérieure et chute des cours du pétrole. D'autre part, par la progression des exportations (+10%), notamment portées par les postes « pierres et métaux précieux » (représentant 26% des exportations totales, en augmentation de 34% – grâce notamment à la bonne orientation des cours) et « produits agricoles » (7,7% et +32% – grâce à des conditions climatiques favorables). A l'inverse, les exportations de « métaux » (9,3% et -12%) et de « matériel de transport » (10,7% et -17%) ont enregistré un net recul.

La consommation d'électricité en nette diminution en 2020 (StatsSA)

Selon les dernières statistiques publiées par l'agence de statistique la consommation d'électricité a augmenté de 1,7% au mois de décembre – comparativement à la même période l'an passé. Il s'agit de la première augmentation depuis dix-huit mois – en raison des niveaux de délestage très importants enregistrés au second trimestre 2019 puis de la chute d'activité due à la crise. Sur l'ensemble de 2020 toutefois, la consommation a diminué de 5%. Selon les dernières prévisions d'Escom, les difficultés vont persister en 2021 : entre le 18 janvier et le 18 avril, l'électricien prévoit des arrêts de production imprévus pour des capacités comprises entre 12 000 MW et 16 200 MW, engendrant des risques élevés de délestages électriques jusqu'au début du second trimestre.

La chute des investissements en 2020 accentue la tendance observée depuis la fin des années 2010 (Nedbank)

Selon la revue annuelle élaborée par Nedbank, le nombre de projets d'investissement majeur a fortement diminué en 2020, accentuant une évolution que l'on observe depuis la crise financière de 2008 – sur la période, et pour le seul secteur privé, le taux d'investissement est passé de 17% du PIB à moins de 12%. En 2020, trente-deux projets majeurs (d'une valeur supérieure à 20 MZAR) ont été annoncés, pour un montant total de 66 Mds ZAR (3,7 Mds EUR), soit le niveau le plus faible enregistré depuis 2004. Sur l'année, près des trois quarts des projets sont portés par le secteur privé quand l'investissement public demeure largement volatile. Pour mémoire, 60 projets et 87 Mds ZAR d'investissements avaient été rapportés par Nedbank en 2019.

Le crédit au secteur privé continue de progresser en décembre mais demeure déprimé (SARB)

Au mois de décembre, les prêts au secteur privé ont augmenté de 3,6% par rapport à la même période en 2019, contre +3,4% en novembre. La croissance du crédit continue donc d'accélérer depuis le point bas observé en septembre 2020. Cette évolution cache cependant une évolution différente entre les prêts accordés aux ménages et ceux aux entreprises : si les premiers sont en nette progression (+3%), les second enregistrent un recul (-0,5%).

Botswana

Présentation d'un budget 2021/2022 de relance (Ministère des Finances)

Le 1^{er} février, le ministre des Finances et du Développement économique a présenté le budget pour l'année fiscale 2021-2022. Alors qu'il devrait atteindre le niveau record de 11,6% du PIB pour l'exercice en cours, le ministère des Finances anticipe un déficit public à hauteur de 2,9% du PIB pour le prochain. Les revenus de l'Etat devraient atteindre 65 Mds BWP (4,9 Mds EUR et 31% du PIB), en augmentation de plus de 10% par rapport au budget révisé en cours — fort regain de l'activité, notamment dans le secteur minier (premier contributeur au budget — 40% des revenus de l'Etat) et d'une hausse substantielle des recettes de TVA avec une augmentation du taux de deux points. Les dépenses devraient s'élever à 71 Mds BWP (5,4 Mds EUR et 34% du PIB), en hausse de 2,6%, notamment pour financer le plan de relance post Covid-19. Pour couvrir le besoin en financement, le ministre a évoqué un recours au marché domestique (émissions obligataires) ainsi qu'à l'endettement externe (bailleurs de fonds et crédits commerciaux garantis par l'instrument MIGA de la Banque Mondiale). A noter que ce budget a été élaboré selon des hypothèses particulièrement optimistes, en particulier, croissance à +8,8% en 2021, soit trois points de plus que les estimations des institutions financières internationales.

Malawi

La banque centrale maintien son taux directeur à 12% (Reserve Bank of Malawi – RMB)

Le comité de politique monétaire de la *Reserve Bank of Malawi*, qui s'est réuni le 26 janvier, a décidé de maintenir le taux directeur à 12%, dans un contexte de fortes incertitude et d'inflation élevée – et bien qu'elle soit en baisse en 2020 (inflation moyenne de 8,6% sur l'année, contre 9,4% en 2019). Pour 2021 la RMB table sur une inflation moyenne de 7,8%. Pour rappel, le FMI prévoit une croissance de l'économie de 0,6% en 2020 – contre 4,8% avant crise - suivi d'un rebond de 2,5% en 2021.

Namibie

Le crédit au secteur privé continue de ralentir en décembre (IJG Research)

Le crédit au secteur privé n'a augmenté que de 0,3% en décembre 2020 par rapport au mois précédent, contre +2,7% au mois de novembre. Par rapport à décembre 2019 il a enregistré un recul de 1,6%, confirmant une tendance au ralentissement que l'on observe depuis 2014 (dernier point haut observé de +15%). La diminution est davantage marquée pour les crédits accordés aux ménages (-2,6%) que pour ceux consentis aux entreprises (-1,2%). La baisse significative des taux d'intérêt en 2020 n'a, à ce stade, pas eu d'impact significatif sur le niveau d'emprunt – dans une économie déprimée depuis 2016 (quatre années de récession sur les cinq dernières années), où les ménages sont fortement endettés.

Zambie

Nouveau défaut de l'Etat sur le remboursement d'un coupon d'Eurobond (Bloomberg)

Comme cela était anticipé, l'Etat zambien a à nouveau fait défaut, le 30 janvier, sur le remboursement d'une échéance d'une obligation émise sur le marché international (Eurobond à maturité 2027), pour un montant de 56,2 MUSD. Le gouvernement a ainsi décidé de poursuivre sa stratégie de ne pas honorer le paiement des échéances de sa dette commerciale pour maintenir un traitement identique à celui des créanciers bilatéraux du G20 qui mettent en œuvre l'initiative de suspension de service de la dette – prolongée jusqu'en juin 2021. Pour rappel, le pays avait déjà fait défaut sur le paiement d'un coupon d'Eurobond en novembre 2020 – il devrait ainsi demeurer en situation de défaut de paiement jusqu'à la mise en place d'un programme FMI actuellement en cours de négociation.

Zimbabwe

Nouvelle volteface du gouvernement à propos des investissements étrangers dans le secteur minier

Le gouvernement a annoncé le 2 février vouloir maintenir l'ouverture des investissements étrangers dans le secteur minier, revenant ainsi sur une réglementation promulguée en décembre dernier, qui réintroduisait l'obligation pour toute entreprise étrangère du secteur d'être associée à un actionnaire zimbabwéen majoritaire. Bien que favorable pour l'attractivité du pays, cette volteface illustre l'instabilité réglementaire à laquelle font face les investisseurs.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le SER de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : 250 Melk Street, Nieuw Muckleneuk, Pretoria /

Rédigées par : Antoine WILLENBUCHER

Revues par : Fabien BERTHO